

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 JANVIER 1914.

Budget du corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1914 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. de MENTEN de HORNE.

MESSIEURS,

Le projet de budget pour 1914 s'élève à . . . 11,267,250 francs.

Les crédits alloués pour 1913 montaient à . . . 9,501,800 —

L'augmentation, pour 1914, est de . . . 1,765,450 —

La comparaison entre les deux exercices s'établit de la manière suivante pour les deux sections du budget :

A. Dépenses ordinaires :

Exercice 1914 11,267,250 francs.

— 1913 9,501,800 —

Augmentation 1,765,450 fr.

B. Dépenses exceptionnelles.

Exercice 1914 » francs.

— 1913 188,180 —

Diminution 188,180 fr.

Cette diminution s'explique par le fait que l'effectif prévu pour 1914 étant sensiblement le même qu'en 1913, aucun crédit n'est demandé pour l'équipement, l'armement et le couchage des recrues.

(1) Budget, n° 4^N.

(2) La Section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. de Menten de Horne, Troolet, Gielen, Mechelynck, Pirmez et Van Cauwenbergh.

L'augmentation de crédit demandée, qui porte donc entièrement sur les dépenses ordinaires, est motivée principalement par les améliorations apportées à la situation du personnel. L'on peut aisément s'en rendre compte par le tableau ci-dessous, extrait des développements et des annexes des deux projets de budgets :

Tableau indiquant les augmentations de crédits comparativement au budget voté pour l'exercice 1913.

OBJET DES CRÉDITS.	Accordé en 1913.	Demandé pour 1914.	Augmentation.
Traitement des officiers	404,750	427,750	23,000
Indemnité de monture et d'entretien	92,520	95,940	3,420
Indemnité de marche	3,000	3,540	540
Indemnité de logement aux officiers mariés.	12,500	22,500	10,000
Frais de bureau (officiers et sous-officiers)	132,000	140,000	8,000
Traitements et suppléments aux sous-officiers et gendarmes	6,222,140	7,976,580	1,754,440
Indemnités pour bicyclettes	176,880	190,000	13,120
Première mise d'habillement et d'équipement	57,000	68,000	11,000
Fourrages	988,420	1,077,920	89,500
Armement, munitions	41,000	45,950	4,950
Entretien locatif du casernement	121,000	135,000	14,000
Indemnité de déménagement aux sous-officiers et gendarmes	40,000	48,000	8,000
Frais de transport	35,000	40,000	5,000
Divers :			
Abonnement à certaines publications, etc., etc. Fourniture d'imprimés, etc.	"	"	8,670
Total des augmentations. fr.			4,953,610
Diminution (dépenses exceptionnelles).			188,180
Augmentation nette fr.			1,765,430

La comparaison entre le projet de budget pour 1914 et celui de l'année dernière permet de constater que la forme du budget a été modifiée : le nombre de littéras de l'article 1^{er}, qui était de 25, a été ramené à 6, grâce à un groupement des dépenses par catégorie, qui paraît plus rationnel. D'autre

part, les détails qui encombraient les développements, au détriment de la clarté, ont été reportés à la fin du projet, sous forme d'annexes.

* * *

Conformément aux vœux émis à plusieurs reprises au sein de la Section Centrale, et tenant la promesse qu'il avait faite à ce sujet l'année dernière, le Gouvernement a pris une série de mesures qui sont de nature à donner toute satisfaction.

Avancement des officiers supérieurs. — Création de nouveaux emplois d'officier supérieur.

De sérieuses améliorations ont été apportées au mode d'avancement des officiers supérieurs et subalternes du corps de la gendarmerie.

C'est ainsi que, dans un but d'équité, pour compenser le retard subi par les officiers de gendarmerie dans leur nomination au grade de sous-lieutenant, retard imputable uniquement aux nécessités du service spécial de la gendarmerie, l'arrêté royal du 12 novembre 1913, article 3, porte que la « nomination des majors au grade de lieutenant-colonel, sera calculée de » manière à leur assurer un avancement équivalent à celui des officiers supérieurs de l'armée ». En d'autres termes, c'est désormais l'ancienneté dans le grade de major qui doit servir de base, pour la comparaison des titres d'avancement des majors de gendarmerie avec ceux des officiers *de leur grade* appartenant à l'armée, et non pas l'ancienneté dans le grade d'officier.

L'arrêté royal du 7 octobre 1913 a créé : un emploi de major pour commander le groupe d'Anvers;

Un emploi d'officier subalterne hors cadres;

Deux emplois de lieutenant ou sous-lieutenant pour commander le district de Waremmes et être attaché à l'état-major du corps.

L'arrêté royal du 27 décembre 1913 a créé un emploi de major pour commander le dépôt du corps.

Traitements des sous-officiers, brigadiers et gendarmes.

Le tableau ci-après indique le traitement annuel du personnel subalterne de la gendarmerie avant le 1^{er} janvier 1914 et celui qui lui a été accordé, à partir de cette date, par l'arrêté royal du 7 octobre 1913.

GRADES.	Traitement prévu au budget de 1913.	Traitement prévu au budget de 1914.
Adjudant sous-officier de 1 ^{re} classe	2,060	2,260
Id. 2 ^e classe	1,910	2,110
Premier maréchal des logis chef	1,830	2,030
Maréchal des logis chef	1,690	1,890
Premier maréchal des logis	1,390	1,590
Maréchal des logis fourrier	1,360	1,560
Id. de 1 ^{re} classe	1,310	1,510
Id. de 2 ^e classe	1,230	1,430
Brigadier.	1,180	1,380
Gendarme	1,160	1,360

Tous les traitements ont donc été augmentés de 200 francs. En outre, il est accordé un supplément pour ancienneté de service, dont le taux est fixé comme suit, aux sous-officiers, brigadiers et gendarmes.

150 francs à ceux qui comptent 6 années de service.

500	—	—	12	—
400	—	—	17	—
500	—	—	22	—
650	—	—	27	—

Mais cette dernière augmentation n'est accordée qu'aux sous-officiers atteignant le grade de premier maréchal des logis chef ou adjudant.

Il en résulte que le traitement initial du gendarme est de 1,360 francs et que le traitement de l'adjudant sous-officier de 1^{re} classe peut atteindre 2,710 francs, alors qu'antérieurement ce minimum et ce maximum étaient respectivement de 1,160 et 2,060 seulement.

D'autre part, l'arrêté royal précité accorde aux sous-officiers, brigadiers et gendarmes mariés, veufs avec enfants ou divorcés ayant la garde de leurs enfants, une indemnité annuelle de 200 francs pour chacun des enfants âgés de moins de 16 ans à compter du troisième.

Pensions.

D'un autre côté, la loi du 24 mai 1912 assure aux militaires subalternes de la gendarmerie une pension sensiblement supérieure à ce qu'elle était auparavant.

L'amélioration réalisée s'étend donc depuis le début de la carrière jusqu'à la retraite incluse.

Il est encore un point qui semble avoir été oublié, et qu'il serait désirable

de voir examiner afin qu'il n'y ait aucune lacune dans l'œuvre du Gouvernement. Il s'agit des pensions des veuves et orphelins.

D'après le barème actuel, les veuves des sous-officiers, brigadiers et gendarmes ne peuvent obtenir qu'un secours annuel et dérisoire de 276 francs.

Ce secours est majoré d'un tiers de part pour chacun des enfants, âgés de moins de 18 ans, au-dessus du nombre de deux.

Les veuves et orphelins des gradés subalternes de la gendarmerie se trouvent donc dans une situation vraiment pénible et tout à fait inférieure à celle des veuves et orphelins des employés d'autres administrations.

La section centrale attire spécialement la bienveillante attention de M. le Ministre sur cette question.

*
* *

Au cours de ses travaux, la section centrale a été amenée à poser au Gouvernement diverses questions reproduites ci-dessous avec les réponses :

1^o Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'en vue de maintenir l'ordre et d'assurer mieux la sécurité publique dans la province d'Anvers, il y aurait lieu de diviser cette province en deux circonscriptions indépendantes l'une de l'autre ?

Le Gouvernement estime que cette mesure n'est pas urgente. Il vient d'ailleurs de créer un groupe nouveau ayant Anvers comme chef-lieu.

2^o M. le Ministre ne croit-il pas qu'il serait désirable de porter à deux le nombre des médecins agréés, pour laisser aux gendarmes le choix de leur médecin ?

Le Gouvernement ne croit pas pouvoir se rallier à cette proposition. Son admission serait de nature à faire naître des intrigues, des jalousies de profession et des dissentiments entre médecins agréés et à amener la discorde parmi le personnel des brigades de gendarmerie.

3^o N'y aurait-il pas lieu d'exempter les gendarmes de la contribution personnelle à raison de leur habitation et de leur mobilier ?

A diverses reprises déjà, cette question a été examinée par les Départements de la Guerre et des Finances et elle a donné lieu à un échange de nombreuses dépêches.

Les articles 4, 15 et 27 de la loi du 28 juin 1822 excluent formellement de l'exemption de la contribution personnelle les parties de bâtiments publics habitées ou affectées à d'autres usages qu'au service de l'État. Cet impôt est donc exigible des gendarmes habitant des appartements dans les casernes, à moins que ceux-ci n'aient une valeur locative ne dépassant pas le chiffre fixé pour l'exemption par le n° 1 de l'article 4 de ladite loi ou par l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1895, applicable seulement dans les communes de 10,000 habitants et plus.

On ne pourrait modifier la législation, en faveur des gendarmes, sans étendre l'exemption à d'autres agents de l'État, également intéressants.

4^o Comment se fait le recrutement du personnel de la gendarmerie ? Les difficultés existent-elles encore ?

Il n'existe aucune difficulté pour assurer le recrutement du personnel inférieur de la gendarmerie (gradés et gendarmes), qui se fait dans de très bonnes conditions.

VOTES EN SECTIONS.

Dans la 1^{re} section, le Budget est adopté par 12 voix contre 3 et 1 abstention.

---	2 ^e	---	rejeté	8	---	10 et 1	---
---	3 ^e	---	adopté	16	---		
---	4 ^e	---	rejeté	10	---	10	
---	5 ^e	---	adopté	11	---	1	
---	6 ^e	---	adopté	14	---	3	

La Section centrale approuve le Budget par 4 voix contre 1 et 1 abstention, et en propose l'adoption à la Chambre.

Le Rapporteur,

DE MENTEN DE HORNE

Le Président,

E. NERINCX.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 JANUARI 1914.

Begrooting van het Korps der Gendarmerie voor het dienstjaar 1914 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (1) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER de MENTEN de HORNE.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van begrooting voor 1914 bedraagt . . . fr.	11,267,230 »
In 1913 bedroeg de begrooting.	9.501.800 »
Meer voor 1914 . . . fr.	1,765,430 »

Het verschil tusschen de twee dienstjaren wordt voor de beide afdeelingen der begrooting vastgesteld als volgt :

A. Gewone uitgaven.

Dienstjaar 1914 . fr.	11,267,230 »
— 1913 . .	9,515,620 »
Meer voor 1914. . fr.	1,955,610 »

B. Uitzonderlijke uitgaven.

Dienstjaar 1914 . fr.	» »
— 1913 . .	188,180 »
Minder voor 1914. . fr.	188,180 »

Deze vermindering is hieraan toe te schrijven, dat de getalsterkte voor 1914 nagenoeg dezelfde is als in 1913 en er bijgevolg geen enkel krediet wordt aangevraagd wegens uitrusting, bewapening en beddegoed voor de recruten.

(1) Begrooting, n^o 4^{XI}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinx, bestond uit de heeren de Menten de Horne, Troolet, Gielen, Mechelynck, Pirmez en Van Cauwenbergh.

De aangevraagde kredietverhoging, die dus uitsluitend de gewone uitgaven betreft, wordt gewettigd vooral door de verbeteringen die worden gebracht in den toestand van het personeel. Dat blijkt uit onderstaande tabel, ontleend aan den uitgewerkten en toelichtenden staat, alsmede aan de bijlagen van de ontwerpen van begrooting voor 1913 en voor 1914.

Tabellarische opgave van de kredietverhogingen in vergelijking met de Begrooting goedgekeurd voor het dienstjaar 1913.

KREDIETEN.	Toegestaan in 1913.	Aangevraagd voor 1914.	Verhoging.
Jaarwedde der officieren	404,750	427,750	23,000
Vergoeding voor paard en voor onder- houd.	92,520	95,940	3,420
Vergoeding voor dienstvochten	3,000	3,540	540
Vergoeding van verblijfskosten aan de gehuwde officieren.	12,500	22,500	10,000
Kantoorkosten (officieren en onder- officieren)	132,000	140,000	8,000
Wedden en bijwedden aan onder- officieren en gendarmen	6,222,140	7,976,550	1,754,410
Vergoeding voor rijwielen	176,880	190,000	13,120
Eerste inzet voor kleeding en uitrus- ting	57,000	68,000	11,000
Paardenvoeder	988,420	1,077,920	89,500
Bewapening, ammunitie	41,000	45,950	4,950
Onderhoud van de gehuurde kazernen.	121,000	135,000	14,000
Vergoeding van verhuiskosten aan de onderofficieren en gendarmen. . .	40,000	48,000	8,000
Vervoerkosten	35,000	40,000	5,000
Onderscheidene uitgaven :			
Inschrijving op sommige uitgaven, enz., enz.	"	"	8,670
Levering van drukwerk, enz.	"	"	
Geheel bedrag der verhogingen. fr.			1,953,610
Vermindering (uitzonderlijke uitgaven).			188,180
Zuivere verhoging fr.			1,765,430

Wanneer men het ontwerp van Begrooting voor 1914 vergelijkt met de Begrooting van verleden jaar, stelt men vast dat de vorm der Begrooting werd gewijzigd : in plaats van 23 litteras bij het eerste artikel zijn er nog

slechts 6, en wel ten gevolge van eene meer oordeelkundige groepeerings der uitgaven per reeks. Anderzijds werden de omstandige opgaven, die voorkwamen in den uitgewerkten en toelichtenden staat en dezen minder duidelijk maakten, aan het slot van het ontwerp overgebracht als bijlagen.

* * *

Gevoel gevende aan de wenschen, die herhaaldelijk in de Middenafdeeling werden uitgedrukt, en getrouw aan de belofte, welke zij haar verleden jaar hieromtrent deed, heeft de Regeering eene reeks maatregelen genomen, die geschikt zijn om volle voldoening te schenken.

Bevordering van de hoofdofficieren. — Instelling van nieuwe plaatsen van hoofdofficier.

In de wijze van bevordering der hoogere en lagere officieren van het korps der gendarmerie werden grondige verbeteringen gebracht.

Zóó wordt billijkheidshalve, als vergoeding omdat de benoeming van de officieren der gendarmerie tot den graad van onderluitenant werd vertraagd, — welke vertraging alleen aan de noodwendigheden van den bijzonderen dienst der gendarmerie te wijten was, — door artikel 5 van het koninklijk besluit van 12 November 1913 bepaald dat « de benoeming der majoors tot den graad van luitenant-kolonel zal worden berekend, derwijze dat hun eene bevordering verzekerd zij, gelijk aan die der hoofdofficieren van het leger ». Met andere woorden, voortaan zullen niet de jaren dienst als *officier*, maar wel de jaren dienst als majoor tot grondslag worden genomen voor het vergelijken van de titels tot bevordering van de majoors der gendarmerie met die der officieren *van hun graad* in het leger.

Bij koninklijk besluit van 7 October 1913 werden ingesteld : een ambt van majoor om het bevel te voeren over de groep Antwerpen ;

Een ambt van lager officier buiten het kader ;

Twee ambten van luitenant of onderluitenant om het bevel te voeren over het district Borchworm en werkzaam te zijn bij den staf van het korps.

Bij koninklijk besluit van 27 December 1913 werd een ambt van majoor ingesteld om het bevel te voeren over het depot van het korps.

Jaarwedden van de onderofficieren, brigadiers en gendarmen.

In onderstaande tabel zijn vermeld de jaarwedde van het lager personeel der gendarmerie vóór 1 Januari 1914 en die welke, van dezen datum af, aan dit personeel werd verleend krachtens het koninklijk besluit van 7 October 1913.

GRAAD.	Jaarwedde voorzien in de begrooting voor 1913.	Jaarwedde voorzien in de begrooting voor 1914.
Adjutant-onderofficier 1 ^e klasse	2,060	2,260
Id. 2 ^e klasse	1,910	2,110
Eerste opperwachtmeester	1,830	2,030
Opperwachtmeester	1,690	1,890
Eerste wachtmeester	1,390	1,590
Wachmeester-foerier	1,360	1,560
Id. 1 ^e klasse	1,310	1,510
Id. 2 ^e klasse	1,230	1,430
Brigadier	1,180	1,380
Gendarme	1,160	1,360

Al de jaarwedden werden dus met 200 frank verhoogd. Daarenboven werd een toeslag verleend wegens de jaren dienst ; voor de onderofficieren, brigadiers en gendarmen is het bedrag daarvan bepaald als volgt :

150 frank voor hen die 6 jaren dienst tellen.

500	—	12	—
400	—	17	—
500	—	22	—
650	—	27	—

Deze laatste verhooging wordt echter verleend alleen aan de onderofficieren die den graad van eersten opperwachtmeester of van adjudant bereiken.

Daaruit volgt dat de aanvangswedde van den gendarme 1,360 frank bedraagt en dat de jaarwedde van den adjudant-onderofficier 1^{ste} klasse 2,710 frank kan bereiken. Vroeger waren dit minimum en dat maximum onderscheidenlijk slechts 1,160 en 2,060 frank.

Anderzijds wordt door gezegd koninklijk besluit eene jaarlijksche vergoeding van 200 frank voor ieder kind beneden 16 jaar, te rekenen van het derde, verleend aan de onderofficieren, brigadiers en gendarmen die gehuwd, weduwnaars met kinderen of uit den echt gescheiden en met het toezicht over hunne kinderen belast zijn.

Pensioenen.

Verder verzekert de wet van 24 Mei 1912 aan de lagere militairen der gendarmerie een pensioen dat merkkelijk hooger is dan vroeger.

De lotsverbetering geldt dus van het begin der loopbaan af tot en met de pensionneering toe.

Men schijnt nochtans eene zaak uit het oog te hebben verloren, namelijk

de pensioenen van de weduwen en weezen. Het ware wenschelijk, die zaak te onderzoeken, opdat er geene leemte meer zou bestaan in het werk der Regeering.

Volgens den huidige pensioenrooster kunnen de weduwen der onder-officieren, brigadiers en gendarmen slechts een jaarlijksch en onbeduidend hulpgeld van 276 frank verkrijgen.

Dit hulpgeld wordt met een derde vermeerderd voor ieder kind beneden 18 jaar, te rekenen van het derde.

De weduwen en weezen van de lagere gegradeerden der gendarmerie bevinden zich dus in een echt bezwaarlijken toestand, ja in een volkomen minderen toestand dan de weduwen en weezen der beambten van andere besturen.

De Middenafdeeling vestigt uitdrukkelijk de welwillende aandacht van den Minister op die zaak.

* * *

In den loop van hare werkzaamheden werd de Middenafdeeling er toe gebracht, verscheidene vragen te richten tot de Regeering; hier volgen die vragen met de daarop gegeven antwoorden :

1^o « Is de Regeering niet van gevoelen dat, ten einde de orde te handhaven en de openbare veiligheid beter te verzekeren in de provincie Antwerpen, deze provincie dient te worden gesplitst in twee volkomen zelfstandige omschrijvingen ? »

De Regeering acht dezen maatregel niet spoedvereischend. Zij heeft overigens een nieuwe groep opgericht, waarvan Antwerpen de hoofdplaats is.

2^o « Acht de Minister het niet wenschelijk, het getal toegelaten geneesheeren te bepalen op twee, opdat de gendarmen hunnen geneesheer vrijelijk kunnen kiezen ? »

De Regeering kan tot dit voorstel niet toetreden. De aanneming daarvan zou aanleiding kunnen geven tot kuiperijen, beroepsnijd en oneenigheid tusschen de toegelaten geneesheeren en tot tweedracht onder het personeel der gendarmeriebrigades.

3^o « Behoeven de gendarmen niet vrijgesteld te worden van de personeele belasting uit hoofde van hunne woning en van hunne meubelen ? »

Deze zaak werd herhaaldelijk onderzocht door de Departementen van Oorlog en van Financiën en naar aanleiding daarvan werden talrijke brieven gewisseld.

Krachtens de uitdrukkelijke bepalingen der artikelen 4, 15 en 27 der wet van 28 Juni 1822 geldt de vrijstelling van de personeele belasting niet voor de gedeelten van openbare gebouwen die bewoond zijn of voor andere doeleinden worden gebruikt dan voor den Staatsdienst. Die belasting moet dus betaald worden door de gendarmen die vertrekken in de kazernen bewonen, tenzij de huurwaarde van deze vertrekken niet overschrijdt het bedrag, voor de vrijstelling bepaald bij n^o 1 van artikel 4 van gezegde wet of bij artikel 1 der wet van 14 April 1895, enkel van toepassing in de gemeenten van 10,000 inwoners en daarboven.

Men zou de wetgeving niet kunnen wijzigen ten behoeve van de gendarmen, zonder de vrijstelling tevens uit te strekken tot andere Staatsbeambten die eveneens belangstelling verdienen.

4^o « Hoe wordt het personeel der gendarmerie aangeworven? Gaat dit aanwerven nog altijd lastig? »

Men heeft hoegenaamd geen last om het lager personeel der gendarmerie, gegradeerden en gendarmen, aan te werven. Deze aanwerving geschiedt opperbest.

STEMMINGEN IN DE AFDEELINGEN.

In de 1^{ste} afdeeling werd de Begrooting aangenomen met 12 stemmen tegen 5 en 1 onthouding.

In de 2^{de} afdeeling werd de Begrooting verworpen met 8 stemmen tegen 10 en 1 onthouding.

In de 3^{de} afdeeling werd de Begrooting aangenomen met 16 stemmen.

In de 4^{de} afdeeling werd de Begrooting verworpen met 10 stemmen tegen 10.

In de 5^{de} afdeeling werd de Begrooting aangenomen met 11 stemmen tegen 1.

In de 6^{de} afdeeling werd de Begrooting aangenomen met 14 stemmen tegen 3.

De Middenafdeeling keurde de Begrooting goed met 4 stemmen tegen 1 en 1 onthouding; zij stelt aan de Kamer voor, ze op hare beurt aan te nemen.

De Verslaggever,

DE MENTEN DE HORNE.

De Voorzitter,

E. NERINCX.
